



Georges Waysand: l'anti-soviétisme a blanchi le nucléaire

Pour Georges Waysand, physicien, opposer atome démocratique et atome totalitaire, comme le font Glucksman et Montand, est une façon d'éluder le débat sur le nucléaire. Il propose un réseau de mesures indépendant des pouvoirs publics.

Réfléchir sur les conséquences sociologiques des sciences ne relève pas chez Georges Waysand de la simple obsession. C'est sa façon à lui de concevoir la recherche scientifique. Physicien au Groupe de physique du solide de l'ENS (Paris VI), ce chercheur est intervenu publiquement plus d'une fois (notamment dans *Libération*) pour fustiger par exemple la politique « moderniste » d'un Jean-Pierre Chevènement, ou pour souligner les inquiétudes d'un Sakharov concernant les risques de conflit nucléaire. L'accident de Tchernobyl confirme selon lui les thèses défendues depuis dix ans par les scientifiques sensibles aux thèses écologiques.

LIBERATION.— Le gouvernement vient de créer une cellule d'information interministérielle sur la radioactivité en France. Qu'en pensez-vous ?

GEORGES WAYSAND.— Une situation de carence du point de vue de l'information a été créée, et la seule réponse du gouvernement reste d'assurer son monopole. Dans ces conditions, peut-être faut-il envisager qu'un réseau de mesures indépendant du pouvoir politique se mette en place.

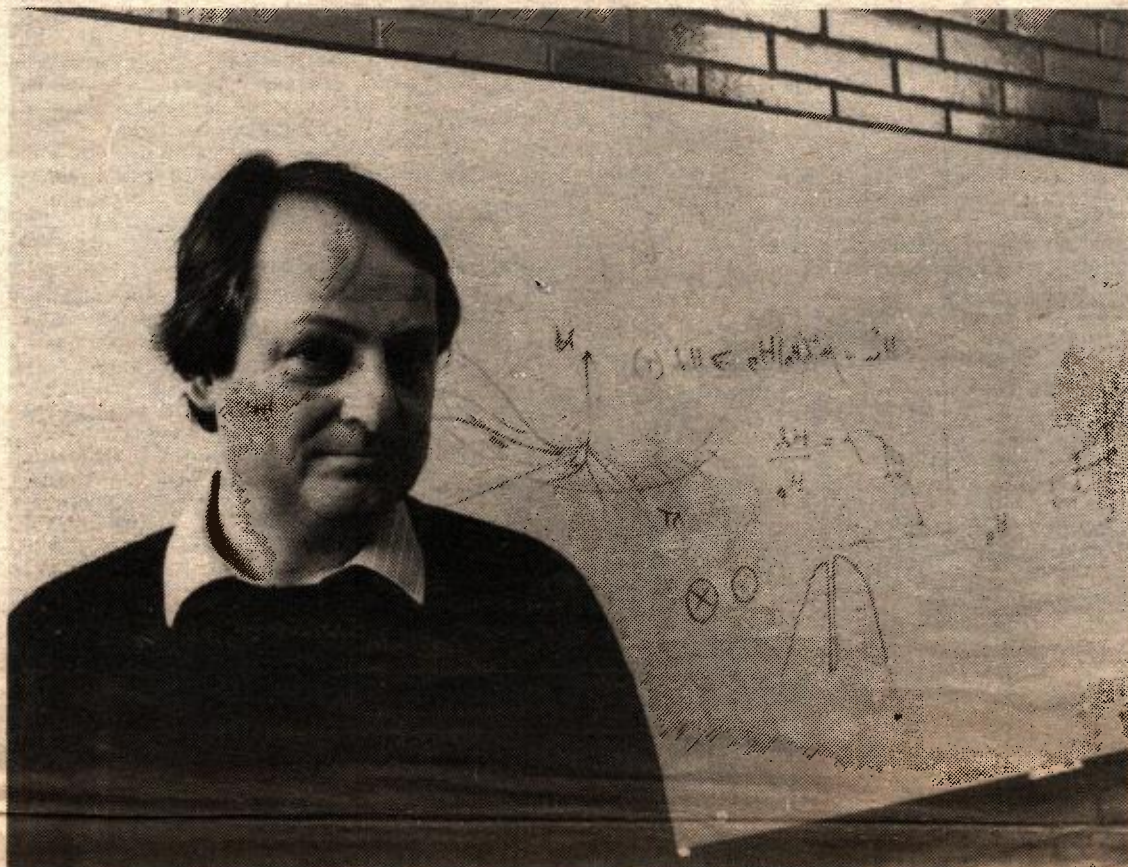
LIBERATION.— Par quel biais ces mesures sont-elles réalisables ?

G.W.— Tout d'abord, par les laboratoires de micro-électronique qui possèdent des systèmes de filtres de « chambre blanche » concentrant la densité de poussière, y compris radioactive. Pratiquement, un laboratoire de Bologne en Italie a déjà pu mesurer ainsi la dose totale de radioactivité déposée sur un filtre la semaine dernière et déterminer grossièrement la nature de ses constituants. Mais ça pourrait aussi s'effectuer par tous les filtres des installations à air conditionné, domestiques ou industrielles. Tout ceci est à réfléchir plus au fond mais une information plus complète et plus crédible relève du simple droit du citoyen. Dans ce sens, je me réjouis que Jean-Pierre Martin (CNRS) et Alain J. Thomas (École normale supérieure) aient déjà effectué leur propre mesure sur Paris.

Ils montrent en particulier que par rapport aux retombées en France, consécutives à l'explosion en Chine d'une bombe d'1 mégatone de puissance en octobre 1980, les dépôts radioactifs cette fois-ci ont été multipliés par 6000 pour le césium 137, 3000 pour le ruthénium 103, 30 000 pour l'iode 131...

LIBERATION.— Comment expliquez-vous les carences du Service central pour la prévention des rayonnements ionisants (SCPRI) ?

G.W.— Ceci n'a rien d'étonnant. Le SCPRI, même s'il semble qu'il n'ait pas de statut juridique précis, est totalement dépendant du Commissariat à l'énergie atomique, en plus du ministère de la Santé. Par ailleurs, je ne connais pas d'organisme scientifique qui parvienne à remplir convenablement sa mission en étant pendant dix à vingt ans dirigé par la même personne. Et ce, quelles que soient ses compétences. Il y a là une situation parfaitement anormale. Je dirais enfin, en ce qui concerne la personnalité



Georges Waysand : « Le nucléaire paraît toujours bon marché avant l'accident, et après on juge son coût tout à fait exorbitant. »

de M. Pellerin, qu'il me semble y avoir une sérieuse contradiction éthique entre développer une activité scientifique complètement secrète et enseigner dans une université. En tant que médecin, il aurait pu de plus conseiller quelques mesures de prévention limitées pour les très jeunes enfants, quand la radioactivité a atteint son maximum.

LIBERATION.— Quelle forme pourrait prendre une structure de contrôle des risques nucléaires ?

G.W.— Sûrement pas une structure interministérielle soumise au pouvoir politique ! Je serais plutôt partisan d'une Commission d'évaluations technologiques, à la manière dont elle existe aux Etats-Unis. Sous la présidence Carter, les Américains ont mis en place une structure tout à fait originale et efficace, sous la pression des écologistes sans aucun doute : c'est l'Office d'évaluation technologique (OTA), sous la responsabilité de la Chambre des représentants, et constituée de professionnels scientifiques détachés pour quelques années — et non pas à vie — pour étudier un certain nombre de problèmes. Soit ces problèmes leur sont communiqués par les parlementaires, soit ils s'emparent eux-mêmes d'une question qu'ils jugent importante. Par exemple, l'OTA a planché il y a quelques années sur des études concernant les conséquences d'une éventuelle guerre nucléaire aux Etats-Unis, études menées jusque-là strictement par le Pentagone. Leur étude, rendue publique, a permis de lancer un véritable débat démocratique sur la politique militaire et technologique américaine.

En France, un type d'organisme comparable pourrait fort bien mesurer en toute indépendance les grands choix de société qui s'offrent à nous à travers certaines décisions industrielles (faire notamment un premier bilan de la politique du tout nucléaire), en plus des risques mineurs et majeurs d'ordre technologique que les populations encourent tous les jours. Les risques nucléaires donc, mais aussi chimiques, très importants dans notre pays, la sécurité dans le travail, etc.

LIBERATION.— Inspirée de l'OTA américaine, il existe une Commission parlementaire d'évaluation technologique en France. Que fait-elle ?

G.W.— Rien justement. C'est un organisme croupion qui est une caricature du travail qui aurait dû être fait. Sa constitution est d'ailleurs tout à fait curieuse : adoptée, sauf erreur, à la quasi unanimité sous la précédente législature, cette commission avait auparavant fait l'objet d'une proposition de loi du groupe RPR, il y a de nombreuses années, totalement copiée du système américain. A un point tel d'ailleurs, qu'il s'agissait d'une traduction littérale des attendus de la loi américaine avec cette perle : traduire « physics » par « philosophie de la nature »... Il aurait donc dû y avoir une commission parlementaire chargée de s'occuper de la « philosophie de la nature » si ce projet n'avait fini dans un tiroir ! La majorité socialiste a repris l'idée après 1981, et le rocardien Robert Chapuis a présenté une nouvelle proposition de loi, mais sans la doter de moyens de fonctionner. En effet, sous prétexte d'éviter que des « technocrates » phagocytent cette

commission, il a fait en sorte qu'il n'y ait pas de permanent et qu'elle se compose finalement que de politiques...

LIBERATION.— Vous avez déclaré ces derniers jours que Tchernobyl n'était pas dû essentiellement à un problème de vétusté ?

G.W.— C'est vrai en partie. Contrairement à ce qu'on pense, l'énergie nucléaire a été développée en URSS avant de l'être en Occident. Au sortir de la guerre froide, vers 1960, on s'en est aperçu lors d'une conférence nucléaire internationale qui s'est tenue à Harwell, en Grande-Bretagne : les résultats soviétiques en la matière ont beaucoup impressionné les Occidentaux.

Medvedev, mieux informé que moi de la situation en URSS, a raison quand il affirme que le design, la configuration des centrales soviétiques et leur vétusté expliquent en grande partie l'accident de Tchernobyl. Mais se limiter à cet argument fait l'impasse sur l'absence de règles internationales en matière de sécurité des installations. En particulier sur la responsabilité de la France dans cette absence, au nom du respect des traditions nucléaires nationales, du développement de cette filiale énergétique dans chaque pays. Cela pour échapper à l'emprise américaine sur le marché du nucléaire.

LIBERATION.— Vous avez mis en cause les personnalités qui, comme Glucksman, Montand, Kouchner, ont signé l'appel du 9 mai pour une commission d'enquête internationale à Tchernobyl ?

G.W.— Absolument. Cet appel est d'autant plus inacceptable qu'il fait un mauvais procès aux scientifiques critiques et aux écologistes : les accuser d'« être frappés de mutisme », en ajoutant qu'ils « capitulent devant le Kremlin » relève de la calomnie ou de la volonté de s'assurer un monopole médiatique concernant l'URSS. Si ces intellectuels avaient réfléchi seulement quelques minutes, ce qui après tout est leur fonction, ils se seraient aperçus qu'au même moment où ils réclamaient un droit, tout à fait légitime au demeurant, d'être informés par l'Union Soviétique, nous ne disposions d'aucune information en France, plus de dix jours après la catastrophe de Tchernobyl. Il y a là, au niveau du nucléaire, une atteinte au fonctionnement démocratique de notre société. Alors affirmer comme ils le font ensuite que « les populations d'Europe ont accepté majoritairement les avantages du nucléaire » est pour le moins contestable ! Moins qu'un consensus en France sur la question du nucléaire, je crois qu'il y a eu plutôt compromis sur la manière dont De Gaulle puis les socialistes ont fait peser leur politique du « tout nucléaire », avec toute la dimension d'indépendance militaire et énergétique que cela pouvait comporter.

Opposer enfin, comme le font ces nouveaux philosophes, nucléaire démocratique et nucléaire totalitaire, me paraît relever d'une obsession grave. J'ai pour ma part la faiblesse de penser, en tant que scientifique, que les radiations sont mauvaises pour les populations de quelque côté qu'elles viennent. Ceci ne signifie pas qu'il faille vivre sans contradiction et sans risques. Mais le cœur du débat est de savoir si nous avons encore la possibilité de choisir ces risques et contradictions en connaissance de cause.

LIBERATION.— Le contrôle des mesures de sécurité ne relève-t-il pas de l'Agence internationale de Vienne ?

G.W.— C'est un point sur lequel on a raconté un peu n'importe quoi. Cette agence n'a en réalité qu'une seule fonction effective reconnue par les Etats, qui est de vérifier qu'il n'y ait pas détournement du plutonium à des fins militaires (ce qui se fait d'ailleurs constamment par chacun). Soumise à l'accord des pays membres, il est arrivé plus d'une fois que des contrôles ne puissent pas s'effectuer ou que les résultats ne puissent pas être divulgués. Il ne faut donc pas attendre plus de l'Agence de Vienne même si son travail reste important. Il ne faut pas s'imaginer en particulier qu'elle dispose d'un quelconque pouvoir réglementaire. C'est précisément le type d'illusions développées par les nouveaux pro-nucléaires modernistes : à l'ouest, on est en sécurité parce que nous sommes en démocratie, à l'est le goulag menace la sécurité des personnes. Une chose est certaine par contre : le nucléaire paraît toujours bon marché avant l'accident, et après on juge son coût tout à fait exorbitant. C'est un peu l'inverse d'une assurance !

Propos recueillis par
Vincent TARDIEU